



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

**SERVICE
D'INFRASTRUCTURE
DE LA DEFENSE NORD OUEST**

USID DE RENNES
Section ingénierie de la maintenance

Affaire suivie par : ICD BOURREL

Charles

Tél. : 02 99 42 94 63.

Email

charles.bourrel@intradef.gouv.fr

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Base de Défense Rennes – Vannes – Coëtquidan (22 – 35 – 53 - 56)

**Accord-cadre pour la réalisation de travaux neufs et de maintenance
de niveau 5 de tous corps d'états techniques sur le site de DGA MI à
BRUZ (35)**

PERSONNE PUBLIQUE
ÉTAT – MINISTÈRE DES ARMÉES
SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE NORD-OUEST
QUARTIER MARGUERITTE – BP 14 – 35998 RENNES CEDEX 9

CHARGÉ DU SUIVI DU MARCHÉ
UNITE DE SOUTIEN D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE DE RENNES
QUARTIER MARGUERITTE – BP 14 – 35998 RENNES CEDEX 9

SOMMAIRE

ARTICLE 1. GENERALITES	4
1.1 Objet du marché	4
1.2 Allotissement	4
1.3 Limites de prestations	4
1.4 Programme des travaux	4
1.5 Description sommaire des prestations	4
1.6 Accès aux sites	5
1.6.1 JOURS ET HORAIRES OUVRÉS DU SITE	5
1.7 HYGIÈNE ET RÈGLEMENT SANITAIRE	5
1.8 . AUTRES TEXTES	5
1.8.1 Texte généraux	5
1.8.2 Textes portant sur la réglementation	5
1.8.3 Sous-traitants	5
1.9 TRI ET ÉVACUATION DES DÉCHETS	6
ARTICLE 2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES	6
2.1 Normes et règlements	6
2.2 Fournitures et matériaux	6
2.3 Outillage	7
2.4 Equipements de Protection Individuelle (EPI)	7
2.5 Habilitation et qualification de la société et de son personnel	7
Préparation de l'exécution - Plans d'exécution - Notes de calcul - Programme d'exécution	8
2.7 Début d'exécution de travaux	8
2.8 Démarches et rapports avec les services de l'Administration	9
2.9 État des lieux avant travaux	9
2.10 Autres prestations dues par le titulaire au cours des travaux	9
2.11 Parfait achèvement des ouvrages	9
2.12 Essais et épreuves - Vérification de conformité initiale - Réception	10
2.13 Décomposition par lots et corps d'état (postes)	11
2.13.1 : Ordonnancement, pilotage, coordination (OPC)	11
2.13.2 LOT N°1 : VRD et espaces verts	12
2.13.2.1 Description des postes	12
2.13.2.2 Spécifications	12
2.13.3 LOT N°2 : Couverture et bardage	12
2.13.3.1 Description des postes	12
2.13.3.2 Spécifications	13
LOT N°3 : Autres corps d'états	13
2.13.4.1 Description des postes	13
2.13.4.2 Spécifications	13
2.13.5 LOT N°4 : Electricité /Automatismes	14
2.13.5.1 Description des postes	14
2.13.5.2 Spécifications	14
2.13.5.3 BPU : Prestations de vérification initiale électrique	14
2.14 Limites de prestations	14
ARTICLE 3. EXIGENCES DE CYBERSECURITE	15
3.1 GENERALITES	15

3.2	ETHIQUE	15
3.3	COMPETENCES DES INTERVENANTS	15
3.4	METHODES ET OUTILS.....	15
3.5	BONNES PRATIQUES	15
3.6	RAPPORT D'INTERVENTION.....	16
3.7	AUDITS CYBERSECURITE	17

Annexe 1 : Modèle de demande d'établissement des prix

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

(CCTP)

Article 1. GENERALITES

1.1 Objet du marché

Ce marché concerne l'exécution de travaux neufs et de travaux de maintenance de niveau 5 tous corps d'états (TCE), sur la base du bordereau de prix « BATIPRIX », des devis fournisseurs et d'un BPU constitué par corps d'états. Ces travaux auront pour but de :

- Procéder à des travaux de réhabilitation ou de réutilisation,
- Réaliser des opérations de maintenance corrective de niveau 5 tels que défini par la norme FD X 60-000.

Ces travaux pourront avoir lieu sur l'ensemble des bâtiments et espaces extérieurs du site de DGA-MI.

Ne sont pas concernés par le présent marché :

- Les travaux de maintenance d'un niveau inférieur ou égal au niveau 4 de maintenance comme définis par la norme FD X 60-000, couverts par des marchés multitechniques.

1.2 Allotissement

Le marché est alloti techniquement selon le principe suivant :

- Lot N°1 : VRD et espaces verts ;
- Lot N°2 : couverture et bardage ;
- Lot N°3 : Autres corps d'états.
- Lot N°4 : Electricité/Automatisme.

1.3 Limites de prestations

Au sens de la norme FD X 60-000 le niveau 5 de maintenance correspond à :

« Opérations dont les procédures impliquent un savoir-faire, faisant appel à des techniques ou technologies particulières, des processus et/ou des équipements de soutien industriel.

Par définition, ce type d'opérations de maintenance (rénovation, reconstruction, etc.) est effectué par le constructeur ou par un service ou société spécialisée avec des équipements de soutien définis par le constructeur et donc proches de la fabrication du bien concerné. »

1.4 Programme des travaux

Le programme des travaux ne pouvant être défini à l'avance, les opérations seront lancées au fur et à mesure des besoins.

1.5 Description sommaire des prestations

Les travaux et prestations sont à réaliser sur un site du ministère des armées classé en zone protégée. A ce titre, le titulaire se doit de respecter la réglementation en vigueur et d'intégrer les contraintes induites dans son prix de vente.

Les travaux et prestations à exécuter au titre du présent marché consistent à réaliser de la réhabilitation, de l'amélioration, dans le cadre de travaux neufs ou de travaux de maintenance de niveau 5 dans les corps d'états issus de la base de prix «BATIPRIX», de devis fournisseurs et du BPU.

1.6 Accès aux sites

1.6.1 JOURS ET HORAIRES OUVRÉS DU SITE

- Du lundi au vendredi de 7h30 à 19h00 pour le site de Bruz ;
- Du lundi au vendredi : 8h30 – 16h30 si accès en zone réservée
- Le **lundi de Pentecôte est œuvré** afin de réaliser des prestations de maintenance et de travaux qui nécessitent des coupures énergétiques importantes ou/et contraignantes pour le site de Bruz.
- Au cas par cas et ponctuellement pour le site de Laurenan.

1.7 HYGIÈNE ET RÈGLEMENT SANITAIRE

Le Règlement Sanitaire du département s'applique intégralement aux opérations du site.

1.8 . AUTRES TEXTES

1.8.1 Texte généraux

- Textes sur la sécurité des travailleurs ;
- Textes sur la sécurité des usagers des immeubles ;
- Textes sur l'utilisation et le stockage de produits dangereux.

1.8.2 Textes portant sur la réglementation

- Sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;
- Sur la protection contre les risques d'incendie, sur les mesures préventives et les secours contre l'incendie ;
- Sur le stockage et l'emploi des produits inflammables ;
- Textes homologuant les normes de l'Association Française de Normalisation "AFNOR" ;
- Textes relatifs au traitement des déchets classés dangereux ;
- Norme NFC 12-100 : Protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;
- Norme NFC 15-100 : Installations électriques à basse tension ;

Le Titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant son activité ou les installations concernées.

1.8.3 Sous-traitants

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché devra adresser sa déclaration de sous-traitance accompagnée des pièces listés aux 1.4 et suivants du CCAP au minimum 1 mois avant la date de début des prestations du sous-traitant. En cas de sous-traitance, les obligations du titulaire en terme de résultats et de disponibilité des installations restent les mêmes.

L'encadrement et le pilotage des sous-traitants est à la charge du titulaire du lot concerné.

La proposition de sous-traitance sera soumise à validation du maître d'œuvre avec argumentation de l'entreprise titulaire du lot concerné.

Le maître d'œuvre se garde la possibilité de demander la mise en concurrence des devis de sous-traitance.

Sur demande du maître d'œuvre, celui-ci peut imposer au CCTP une entreprise de type constructeur afin d'assurer la cohérence et la continuité des installations existantes.

1.9 TRI ET ÉVACUATION DES DÉCHETS

Sauf stipulation contraire mentionnée dans les CCTP spécifiques, les déchets issus de ses propres activités dans le cadre de l'exécution du marché sont à évacuer et détruire selon la législation en vigueur.

Le stockage de déchets sur site et en particulier, dans les divers locaux techniques, les couloirs ou les circulations, ou à l'extérieur de l'établissement est strictement interdit.

Pour tous déchets issus des activités propres du prestataire dans le cadre de l'exécution du marché et nécessitant un mode de retraitement ou de destruction spécifique, le prestataire est tenu de transmettre au client tous les éléments réglementaires et notamment le Bordereau de suivi des déchets (BSD).

Le producteur de déchet (SID NORD OUEST/ USID de Rennes) mandate le titulaire du présent marché en qualité d'intermédiaire (Intermédiaire : personne/entité désignée par le producteur de déchet pour émettre et suivre les déchets à la place du chargé d'environnement) dans le cadre de la procédure TRACKDECHETS.

Le titulaire du présent marché doit initier et donc suivre sur le logiciel TRACKDECHET conformément à la réglementation les BSD afin de superviser ou faire compléter par l'ensemble des intervenants les informations nécessaires à la complétude des BSD et ce dans un délai d'un mois maximum après l'évacuation des déchets du site.

La procédure est transmise au Titulaire de chaque lot avec le code d'accès afin d'intégrer les BSD et les suivre. L'USID de Rennes conserve un rôle de supervision et de validation.

Article 2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

2.1 Normes et règlements

Les travaux relatifs au présent marché devront obligatoirement être exécutés selon les règles de l'art et en conformité avec les textes législatifs, normatifs, et réglementaires en vigueur à la date des travaux.

Les textes suivants seront également respectés :

- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

2.2 Fournitures et matériaux

Les matériaux et produits devant être mis en œuvre seront neufs, toujours de première qualité, suivant indications de provenance, type ou marque des documents particuliers du marché.

Dans tous les cas où un matériau ou un produit est défini dans les documents particuliers par une marque nommément désignée et la mention "équivalent" ou "similaire", le titulaire aura la faculté de faire agréer par le maître d'œuvre un produit d'une autre marque sous réserve que le produit soit équivalent.

En aucun cas, le titulaire ne pourra substituer un matériau de son choix à un de ceux prévus dans les pièces particulières sans accord préalable du maître d'œuvre.

Le titulaire est seul responsable du choix des produits et fournisseurs qu'il propose, ce choix étant effectué suivant l'aptitude à la fonction des produits, selon la protection et l'état de finition recherché.

Il appartient au titulaire de formuler toutes les réserves d'emploi dans le cas où le maître d'œuvre prescrit l'utilisation d'un produit. En cas d'absence de réserve, le titulaire devient responsable du choix du produit.

Les fournitures, matériels, matériaux et produits fabriqués devront bénéficier d'une marque de conformité aux normes françaises et/ou européennes. Ils seront soumis à l'agrément du maître

d'œuvre avant lancement des approvisionnements, le maître d'œuvre pouvant demander que ceux-ci lui soient présentés au moment de l'établissement du devis.

L'utilisation de matériaux nouveaux ou de procédés de construction non traditionnels devra faire l'objet de justifications techniques précises, en particulier l'avis technique d'un organisme qualifié sera requis (à la charge financière du titulaire).

D'une manière générale, tous les composants doivent répondre à des spécifications, classements et labels tels que :

- Marque NF ;
- Spécifications AFNOR ;
- LABELS (Ecologie, environnement durable,)
- REACH, Etc...

Le MOE peut demander une concurrence de 3 devis sur la partie fournitures.

2.3 Outillage

Le titulaire fournira à son personnel, et sous sa responsabilité, l'outillage nécessaire courant ou spécialisé et les appareils de mesure et de contrôle afin de mener à bien sa mission et répondre aux exigences du marché. L'emprunt d'outillage de l'administration est formellement interdit. La fourniture de l'ensemble de ces matériels est comprise dans le présent marché.

2.4 Equipements de Protection Individuelle (EPI)

Le titulaire fournira à son personnel, et sous sa responsabilité, l'ensemble des équipements de protection individuelle afin de mener à bien sa mission et répondre aux exigences de sécurité et sanitaires. Les protections collectives seront toujours préférées aux protections individuelles. La fourniture de l'ensemble de ces matériels est comprise dans le présent marché.

2.5 Habilitation et qualification de la société et de son personnel

Le titulaire devra posséder l'agrément des équipementiers en tant qu'installateur afin de faire bénéficier l'installation d'une garantie étendue sur le matériel ainsi que sur les performances des installations réalisées. Il en sera de même pour les cotraitants et les sous-traitants.

Pendant la durée des travaux, pendant la période de parfait achèvement des ouvrages et pendant la durée de la garantie biennale de bon fonctionnement, le titulaire prendra à sa charge, le cas échéant, les frais d'assistance de techniciens spécialisés pour les matériels et équipements installés.

Le personnel intervenant sur les divers sites devra posséder les qualifications et habilitations professionnelles et médicales en rapport avec les tâches qui lui seront dévolues. En particulier, au titre de la « réglementation amiante » **les titulaires des lots 2-3 et 4** devront disposer de plusieurs **personnes habilitées** à travailler en **sous-section 4** « dispositions particulières aux interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante ».

Le personnel « électricien » intervenant sur les divers sites devra posséder une habilitation conforme à la norme NF C 18-510 de janvier 2012 et notamment pour tout ce qui concerne les travaux au voisinage de canalisations électriques enterrées.

Pour les travaux importants, pour les travaux dangereux, pour les travaux présentant des difficultés particulières, pour les travaux nécessitant une coordination (faisant intervenir au moins deux corps d'états), le personnel devra être dirigé par un chef de chantier qui sera présent en permanence pendant toute la durée des travaux.

2.6 Préparation de l'exécution - Plans d'exécution - Notes de calcul - Programme d'exécution

Les plans d'exécution et notes de calculs sont établis par le titulaire et sont, sauf mention contraire lors de la demande d'établissement de l'offre, compris dans le présent marché et exécuté à ses frais.

Avant tout commencement des documents d'exécution, le titulaire a l'obligation de vérifier les plans et autres documents qui lui ont été remis (ainsi que leurs cotations) et de signaler au maître d'œuvre toutes les erreurs, omissions ou contradictions qu'il pourrait constater et de le rendre attentif à tout changement qui serait éventuellement à opérer.

Le titulaire est responsable des conséquences que peuvent entraîner l'inobservation de cette obligation.

Tous les documents graphiques fournis par le titulaire, sont compatibles avec la version du logiciel MICROSTATION/TRIFORMA ou AUTOCAD.

Ils sont structurés selon la charte ci-dessous :

- Fonds de plans informatiques format DGN (compatible MICROSTATION V8) ou DWG.
- Fichiers fournis sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels et règles de dessin du Service d'Infrastructure de la Défense.
- Plans remis sur le support informatique et accompagnés d'un exemplaire papier.
- Coordonnées LAMBERT X, Y et Z en NGF placées par rapport à un point de référence explicite, approprié et physiquement repérable sur le terrain.

Sur demande du titulaire, un fichier SEED.DWG (fichier fonds de plan pré-formaté pour saisie des données) sera fourni par le maître d'œuvre pour permettre la réalisation des plans.

Le dossier papier des ouvrages exécutés, au format A4 ou plié au format A4 sera fourni en trois exemplaires.

Les documents seront réunis dans des classeurs avec sommaire et intercalaires permettant leur extraction sans dommage pour une exploitation ultérieure.

Les documents sont rassemblés par corps d'état et avec des cartouches qui ne sont pas ceux du chantier (plans mis à jour), et qui portent la mention "Plans de récolement, conformes à l'exécution" ainsi que le cachet et la signature de l'entreprise.

Le titulaire doit soumettre également au maître d'œuvre la nomenclature des produits qu'il se propose d'utiliser avec les catalogues, fiches techniques, échantillons et nuanciers.

Tous ces documents et éléments sont soumis en un exemplaire au visa du **maître d'œuvre**. Le lancement des approvisionnements et le début d'exécution des travaux ne pourront être antérieurs au visa.

2.7 Début d'exécution de travaux

Tout début d'exécution de travaux sera couvert par un plan de prévention annuel ou un plan de prévention spécifique, ou un PGC. C'est le chargé de prévention du site qui définira la nécessité d'établir un plan de prévention spécifique. Le cas échéant un coordonnateur SPS pourra être mandaté en fonction du type d'opération. Les travaux ne pourront pas débuter avant la validation d'un plan de prévention ou d'un PGC.

Pour l'établissement des plans de prévention fait par la DGAMI ou pour les PGC fait par les CSPS, les titulaires doivent compléter le fichier Excel « dossier pour l'établissement des plans de préventions » en y intégrant leurs sous-traitants.

Si un PGC est établi par un CSPS l'entreprise et ses sous-traitants devront fournir leurs PPSPS.

2.8 Démarches et rapports avec les services de l'Administration

Avant l'exécution de ses travaux sur la voie publique, le titulaire devra effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services techniques intéressés (EdF, ENEDIS, GdF, compagnie des eaux, Télécom etc.). Il informera le maître d'œuvre de ces demandes d'agrément et lui remettra une copie des réponses obtenues.

Il participera aux vérifications avant la mise en service (à sa charge) et exécutera à ses frais les modifications éventuelles qui seraient nécessaires pour rendre ses installations conformes aux normes, aux règlements en vigueur, au présent CCTP et au (x) CCTP joint(s) au bon de commande concerné.

Pour les travaux sur le domaine du Ministère des Armées, les éléments techniques et plans des réseaux et installations doivent être demandés à l'antenne infrastructure.

2.9 État des lieux avant travaux

Le titulaire avise par écrit le maître d'œuvre, avant tout début d'exécution, des dégradations et des non-conformités des locaux et voiries objets des travaux.

2.10 Autres prestations dues par le titulaire au cours des travaux

Le titulaire aura à sa charge et exécutera à ses frais pendant toute la durée des travaux :

- La fourniture des produits propres à l'exécution des travaux ;
- Les matériels et outillages nécessaires à la mise en œuvre ;
- La fourniture des équipements de protection individuelle nécessaires, y compris les effets de protection sanitaire ;
- Les déchargements et manutentions de tous ces produits et matériels, les stockages de ceux-ci dans des locaux fermés à clé. Le titulaire est tenu de prévoir les baraques et abris nécessaires à ces stockages sur des aires prévues à cet effet. Le maître d'œuvre pourra demander, en cas de nécessité, la libération de certaines zones, le titulaire ne pourra prétendre à aucun dédommagement pour les frais ainsi occasionnés ;
- La protection des ouvrages réalisés au titre d'éventuels autres marchés ;
- La protection des ouvrages de l'administration ;
- La mise en œuvre des produits suivant prescriptions des cahiers des charges (DTU) et des documents particuliers du marché ;
- La protection de ses ouvrages réalisés au titre du présent marché jusqu'à la réception complète de l'opération ;
- Les balisages nécessaires à la protection des usagers du site.
- La signalisation afférente aux travaux de voirie (fléchage...)

Sont à la charge du titulaire pendant toute la durée des travaux :

Les déchargements et manutentions de tous ces produits et matériels, les stockages de ceux-ci dans des locaux fermés à clé. Le titulaire est tenu de prévoir les baraques et abris nécessaires à ces stockages sur des aires prévues à cet effet. Le maître d'œuvre pourra demander, en cas de nécessité, la libération de certaines zones, le titulaire ne pourra prétendre à aucun dédommagement pour les frais ainsi occasionnés.

2.11 Parfait achèvement des ouvrages

Le titulaire est tenu de mener à leurs complets achèvements, tous les ouvrages et prestations du marché, y compris ceux et celles non décrits, mais faisant partie intégrante ou étant nécessaires au complet achèvement pour une parfaite utilisation.

Avant l'établissement de son Devis descriptif et estimatif, le titulaire est tenu de s'informer de l'ensemble des travaux, de leurs natures exactes et de leurs importances et doit suppléer par ses connaissances techniques et professionnelles aux détails des divers documents fournis par le maître d'œuvre qui pourraient être omis ou erronés.

Le titulaire remettra des ouvrages complets et des installations en parfait ordre de fonctionnement répondant intégralement aux impératifs d'utilisation, d'exploitation et de sécurité.

En conséquence, le titulaire ne pourra, sous aucun prétexte, faire ultérieurement état d'omissions, d'erreurs ou de mauvaises interprétations du dossier pour se dispenser de fournir ou d'installer une partie d'équipement dont l'absence mettrait en cause le fonctionnement de l'installation en son intégralité ou partiellement.

Le fait pour le titulaire de respecter les clauses des pièces écrites par le maître d'œuvre, ne saurait en aucun cas le soustraire à sa pleine et entière responsabilité.

Le titulaire aura obligation de communiquer par écrit au maître d'œuvre toute réserve qu'il pourrait émettre quant à des défauts de conformité, de dispositifs ou d'installations relevant ou non de sa prestation, dont il prendrait connaissance lors de l'exécution des travaux.

Toute conséquence d'une omission résultant d'une mauvaise interprétation des documents du marché sera à la charge du titulaire.

2.12 Essais et épreuves - Vérification de conformité initiale - Réception

Les essais et épreuves sont ceux relatifs à la vérification des caractéristiques spécifiées dans les documents particuliers du marché.

Les vérifications initiales des installations électriques sont celles prévues à l'article R. 4226-14 du code du travail concernant les modifications de structure telles que :

- La modification du schéma des liaisons à la terre ;
- La modification de la puissance de court-circuit de la source ;
- La modification ou l'adjonction de circuits de distribution ;
- La création ou le réaménagement d'une partie d'installation.

Les frais d'essais, d'épreuves, et de vérifications (hors VIEL), y compris les frais de main d'œuvre et les frais annexes de matériels, fournitures, transports et autres prévus dans les documents particuliers du marché sont à la charge des titulaires des lots et sont compris dans leurs prix de vente par intégration dans leurs coefficients de vente Kf.

Les frais des vérifications initiales (VIEL) sont définis dans le BPU du lot n°4 (électricité/automatismes).

Tout contre-essai, contre épreuve ou contre visite de vérification initiale y compris les VIEL, découlant de résultats non favorables, seront à la charge du titulaire.

Les frais de réparation des dégradations occasionnées par les épreuves des ouvrages sont imputés suivant les mêmes conditions explicitées dans le paragraphe précédent.

2.13 Décomposition par lots et corps d'état (postes)

Les prestations et travaux demandés par le maître d'œuvre peuvent porter sur les postes répartis par corps d'états selon la base de prix « BATIPRIX », le BPU ou sur prix nouveaux (devis).

L'entrepreneur prendra comme qualité de référence celles des matériaux et matériels souhaité à la réception du CCTP du maître d'œuvre. Cette référence est à considérer comme étant le prix standard des différentes propositions du bordereau « BATIPRIX ».

Le titulaire du lot n°3 (TCE) garde à sa charge les réunions de synthèse hebdomadaires organisées entre tous les lots et planifiées par le Maître d'œuvre. Il garde également la rédaction et l'envoi du compte rendu de réunion hebdomadaire à tous les intervenants. Il devra intégrer cette prestation dans son coefficient.

Les lots 3 et 4 devront fournir chacun un ou plusieurs modulaires de type « algecos » de stockage de matériel sur le site de la DGA-MI. Emplacement à définir en début de marché.

Un bureau commun aux lots 3 & 4 sera mis à disposition au bâtiment Usine (007). Les deux titulaires des lots 3 & 4 devront prévoir également l'installation des box fibres internet afin de pouvoir travailler sur place avec du réseau internet.

2.13.1 : Ordonnancement, pilotage, coordination (OPC)

Le choix de la coordination revient au maître d'œuvre qui définira au moment de la demande d'établissement des devis en fonction de chaque opération, le lot responsable de cette coordination OPC.

Ce poste permet au titulaire du lot concerné d'assurer les missions d'OPC pour l'ensemble des travaux qui seront réalisés par utilisation des lots 1, 2, 3 et 4 du présent marché dès lors qu'ils nécessitent une coordination.

Cette mission incorpore les prestations suivantes :

- ✓ L'inventaire des formalités, étude des contraintes et moyens conditionnant le calendrier des études d'exécution et des travaux ;
- ✓ L'établissement du calendrier détaillé prévisionnel des études d'exécution et des travaux ;
- ✓ Le suivi du calendrier : relances éventuelles ;
- ✓ La rédaction des comptes rendus de chantier hebdomadaire ou selon une fréquence définie d'un commun accord comprenant :
 - Le point sur les managements santé et sécurité et environnement des chantiers,
 - Le pointage des effectifs par entreprise,
 - Le pointage des travaux effectués,
 - Le pointage des retards pris sur le planning,
 - Le pointage des intempéries,
 - Le pointage des problèmes techniques et organisationnels,
 - L'édition et diffusion des comptes rendus en 1 exemplaire par télécopie ;
 - La tenue à jour de la liste des échantillons approuvés ;
 - La tenue à jour de la fourniture des actes de sous-traitance ;
 - La tenue à jour des situations de paiement ;
- ✓ L'organisation des opérations de réception des travaux.
- ✓ Le suivi des demandes de consignation des énergies en précisant bien à chaque demande l'identification des énergies à consigner en terme de localisation et de repérage. La consignation effective de ces énergies est hors lot.
- ✓ Le suivi des permis feu.
- ✓ Le suivi y compris la validation des d'accès au site.
- ✓ Etc.

Liste non exhaustive à appliquer en fonction de chaque lot.

2.13.2 LOT N°1 : VRD et espaces verts

2.13.2.1 Description des postes

Les prestations et travaux demandés par le maître d'œuvre pourront porter sur les postes répartis par corps d'états selon la base de prix « BATIPRIX année N », le BPU ou les prix nouveaux au titre du lot n°1.

Concernant le « bâtiprix » les codes ouvrages seront les suivants :

Postes	Libellé BATIPRIX	Code ouvrage BATIPRIX commençant par
1	Ouvrages communs	CN
2	VRD	10
3	Espaces verts – Aménagements extérieurs	12
4	Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)	Hors BATIPRIX

2.13.2.2 Spécifications

Sauf prescriptions spécifiques, les fournitures utilisées pour la réalisation des prestations seront de marque notoirement connue et disponibles dans les réseaux de distribution de proximité. A chaque fois que le bordereau de prix BATIPRIX propose une gamme de niveau de prestation, le niveau de qualité standard sera considéré comme celui de référence, c'est-à-dire conforme au niveau de prestations courant qui a pu être constaté au cours des visites et réalisé avec des fournitures telles que définies ci-dessus.

2.13.3 LOT N°2 : Couverture et bardage

2.13.3.1 Description des postes

Les prestations et travaux demandés par le maître d'œuvre pourront porter sur les postes répartis par corps d'états selon la base de prix « BATIPRIX année N », le BPU ou les prix nouveaux au titre du lot n°2.

Concernant le « bâtiprix » les codes ouvrages seront les suivants :Postes	Libellé BATIPRIX	Code ouvrage BATIPRIX commençant par
1	Ouvrages communs	CN
2	Charpente – Bardage et Couverture métallique	17
3	Couverture - Zinguerie	20
4	Etanchéité	25
5	Charpente et ossature bois	40
6	Ravalement peinture - Revêtement extérieurs	56 à partir du code 56 42 07 06 00 007
7	Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)	Hors BATIPRIX

2.13.3.2 Spécifications

Sauf prescriptions spécifiques, les fournitures utilisées pour la réalisation des prestations seront de marque notoirement connue et disponibles dans les réseaux de distribution de proximité. A chaque fois que le bordereau de prix BATIPRIX propose une gamme de niveau de prestation, le niveau de qualité standard sera considéré comme celui de référence, c'est-à-dire conforme au niveau de prestations courant qui a pu être constaté au cours des visites et réalisé avec des fournitures telles que définies ci-dessus.

2.13.4 LOT N°3 : Autres corps d'états

2.13.4.1 Description des postes

Les prestations et travaux demandés par le maître d'œuvre pourront porter sur les postes répartis par corps d'états selon la base de prix « BATIPRIX année N », le BPU ou les prix nouveaux au titre du lot n°3.

Concernant le « bâtiprix » les codes ouvrages seront les suivants :

Postes	Libellé BATIPRIX	Code ouvrage BATIPRIX commençant par
1	Ouvrages communs	CN
2	Gros-œuvre - Maçonnerie	01
3	Plâtrerie (plaque de plâtre)	02
4	Plomberie – Sanitaire	28
5	Chauffage	32
6	Ventilation	34
7	Climatisation	35
8	Menuiserie extérieure	41
9	Menuiserie agencement intérieur	42
10	Métallerie (acier – aluminium)	43
11	Stores et fermetures	44
12	Peinture- Revêtement intérieurs	55
13	Ravalement peinture - Revêtement extérieurs	56
14	Vitrierie - Miroiterie	58
15	Carrelage et revêtement mural	59
16	Revêtement de sol (sauf carrelage)	60
17	Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)	Hors BATIPRIX

2.13.4.2 Spécifications

Postes techniques de 1 à 16 : Qualité des fournitures

Sauf prescriptions spécifiques, les fournitures utilisées pour la réalisation des prestations seront de marque notoirement connue et disponibles dans les réseaux de distribution de proximité. A chaque fois que le bordereau de prix BATIPRIX propose une gamme de niveau de prestation, le niveau de qualité standard sera considéré comme celui de référence, c'est-à-dire conforme au niveau de prestations courant qui a pu être constaté au cours des visites et réalisé avec des fournitures telles que définies ci-dessus.

2.13.5 LOT N°4 : Electricité /Automatismes

2.13.5.1 Description des postes

Les prestations et travaux demandés par le maître d'œuvre pourront porter sur les postes répartis par corps d'états selon la base de prix « BATIPRIX année N », le BPU ou les prix nouveaux au titre du lot n°4.

Concernant le « bâtiprix » les codes ouvrages seront les suivants :

Postes	Libellé BATIPRIX	Code ouvrage BATIPRIX commençant par
1	Ouvrages communs	CN
2	Electricité	38
3	Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)	Hors BATIPRIX

2.13.5.2 Spécifications

Sauf prescriptions spécifiques, les fournitures utilisées pour la réalisation des prestations seront de marque notoirement connue et disponibles dans les réseaux de distribution de proximité. A chaque fois que le bordereau de prix BATIPRIX propose une gamme de niveau de prestation, le niveau de qualité standard sera considéré comme celui de référence, c'est-à-dire conforme au niveau de prestations courant qui a pu être constaté au cours des visites et réalisé avec des fournitures telles que définies ci-dessus.

2.13.5.3 BPU : Prestations de vérification initiale électrique

Dans le cadre du BPU, la visite initiale réglementaire électrique sera réalisée par un organisme agréé afin de procéder à la vérification de l'installation électrique modifiée dans le cadre de travaux réalisés par le lot concerné. Un rapport de vérification initiale est envoyé en 3 exemplaires papier au client.

La définition du niveau de contrôle (cf. BPU lot n°4) sera définie en accord avec le MOE au moment de l'établissement du devis.

2.14 Limites de prestations

L'entrepreneur est tenu informé qu'un autre marché de MCO/MCS est passé avec un autre prestataire.

Celui-ci comprend le Maintien en Condition Opérationnelle (MCO) et le Maintien Condition de Sécurité (MCS) des installations suivantes incluant la maintenance corrective et préventive ;

- La GTB du site qui comprend l'ensemble des matériels constituant l'ossature de la GTB jusqu'aux automates maitres (API de type M581-M580, type Wago ou autre).
- Les logiciels constituant les systèmes informatiques industriels qui supportent le logiciel de la GTB.

Concernant la GTB-GTC du site, afférent a toutes modifications et/ou créations d'alarmes, de points ou autres, le titulaire doit passer par le titulaire du marché de MCO-MCS de la

GTB-GTC afin de réaliser ces prestations demandées dans le cadre du présent marché. Jusqu'en septembre 2028, le titulaire est la SPIE Building Solutions.

Article 3. EXIGENCES DE CYBERSECURITE

3.1 GENERALITES

La cybersécurité est une préoccupation majeure qui nécessite une prise en compte de la plus haute importance. Aussi afin d'en renforcer le niveau, il est important de pouvoir s'appuyer sur des prestataires de confiance, impliqués tout au long du cycle de vie du système industriel et plus particulièrement dans le cadre des travaux d'adaptation et de maintenance de niveau 5 de tous corps d'états techniques qui sont réalisées au titre du présent marché.

Le Titulaire doit prendre en compte dans leur intégralité les exigences de cybersécurité définies dans chaque lot constituant le présent marché.

Le titulaire et les sous-traitants devront avoir une clé « ACID » ou ZED afin de gérer le transfert des documents du présent marché.

Le titulaire devra présenter l'organisation, les moyens et les modes opératoires nécessaires afin de pouvoir répondre aux contraintes Cyber.

3.2 ETHIQUE

Le Titulaire doit disposer d'une charte d'éthique que l'ensemble de ses intervenants (y compris sous-traitants éventuels) doit signer.

3.3 COMPETENCES DES INTERVENANTS

Le Titulaire doit s'assurer, pour chaque prestation, que les intervenants désignés pour réaliser la prestation ont les qualités et les compétences requises en matière de cybersécurité.

De ce fait, les intervenants doivent :

- ✓ Avoir suivi, en fonction de leur domaine d'emploi, une formation ou une sensibilisation en cyber sécurité des systèmes industriels telle que définie dans le guide portant sur la formation [CSI_GUIDE_FORMATION].

Le Titulaire doit être en mesure de justifier les compétences détenues ou formations suivies par les intervenants de sa responsabilité dans le domaine de la cybersécurité.

3.4 METHODES ET OUTILS

Le Titulaire est responsable des méthodes et outils (logiciels ou matériels) utilisés par ses intervenants et de leur bonne utilisation (précautions d'usage, maîtrise de la configuration, etc.). Pour cela, il doit mettre en œuvre un processus de formation des intervenants à ses outils, assurer une veille technologique sur les mises à jour, s'assurer de la pertinence de ces outils et prendre en compte les risques éventuels liés à leur utilisation.

Le Titulaire doit disposer des licences valides des outils (logiciels ou matériels) utilisés pour la réalisation de la prestation.

Les intervenants ne recourent qu'aux méthodes et outils validés par le Titulaire. Cela signifie donc que le Titulaire prend en compte les outils et méthodes nécessaires pour les situations d'intervention lors de réponse aux incidents et autres modes d'urgence.

En cas de besoin particulier, suite à un incident nécessitant l'utilisation d'outils spécifiques non identifiés parmi les outils habituels, l'intervenant doit être en mesure d'analyser, avec le Client, les risques liés à leur utilisation et de mettre en œuvre les mesures pour traiter ces risques.

3.5 BONNES PRATIQUES

Au même titre que les agents de l'administration, le Titulaire doit prendre connaissance et appliquer les règlements internes du ministère des Armées (PSSI, directive d'utilisation des systèmes d'information, directive d'utilisation de la messagerie, etc.).

Le Titulaire doit respecter les standards et les méthodologies préconisés au sein du ministère des Armées.

Les intervenants appliquent les bonnes pratiques en matière de cybersécurité lors de leurs interventions sans que celles-ci ne soient systématiquement rappelées par le Client, et notamment en :

- Ne tentant pas d'accéder à des informations ou des ressources informatiques ne faisant pas partie du périmètre de la prestation ;
 - Ne divulguant pas, à des personnes non autorisées, des informations sensibles liées au marché ;
 - Connectant sur les réseaux internes du Client uniquement des équipements fournis par le Client. Cela comprend tout type de matériel y compris les supports de stockage amovibles (clés USB ou disques dur externes, etc.) ;
 - Signalant au Client, des situations anormales qu'il aurait constatées présentant des risques en terme de cybersécurité ;
 - En s'assurant de l'innocuité de tous les supports préalablement à leur connexion sur un composant du système ou à leur remise au Client ;
 - Ne tentant pas d'extraire des données physiques ou numériques contenues dans le système ou les matériels ;
 - Conservant sur le site d'exécution de la prestation les plans et notices techniques.
- La connexion sur le système de toutes tablettes, ordinateurs, téléphone portable, smartphone, ou tous supports informatiques personnels est formellement proscrite.

L'installation, l'exploitation et l'administration des moyens mis en œuvre dans le cadre des prestations sont conformes aux bonnes pratiques et aux règles de sécurité et d'exploitation établies par le Ministère des Armées. Toute exception fait l'objet d'un accord préalable écrit des équipes de l'USID de Rennes/ antenne DGA-MI.

La connexion sur le système industriel de tous moyens informatiques extérieurs non dédiés est proscrite. Les équipements dédiés seront maintenus sur le site. En cas de remplacement, le Titulaire s'assure de la réalisation des opérations d'effacement sécurisé de toutes données du Client contenues dans les dispositifs de stockage ou de mémoire.

A la fin de la prestation, en cas de non reconduction du contrat, le Titulaire doit restituer l'ensemble des matériels contenant les données du site (ex : ordinateurs, serveur de stockage, disque dur etc...).

En cas de non reconduction ou en cas de résiliation du contrat, le Titulaire restitue sans délai au Client une copie de l'intégralité des données confiées dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le Titulaire doit détruire dans un délai de 8 jours les éventuelles copies de données détenues, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur au sein du ministère des Armées (IGI 1300 et II 901). La restitution et la destruction des données seront constatées par un procès-verbal daté et signé par le Titulaire.

- Le Titulaire doit préciser la date exacte de départ des intervenants **de la prestation** et organiser le transfert de connaissances auprès des équipes du Client, conformément au plan de réversibilité.

3.6 RAPPORT D'INTERVENTION

Les différents rapports de maintenance ou sur support numérique mis à disposition de l'entreprise ne devront pas quitter l'enceinte du site de la DGA-MI.

3.7 AUDITS CYBERSECURITE

Le Titulaire doit accepter les audits demandés par le Client ayant pour objectif de vérifier que l'ensemble des mesures de cybersécurité demandées sont bien appliquées. Ces audits seront limités aux moyens techniques et organisationnels relatifs à la prestation et respecteront la déontologie des audits. Les audits sont réalisés conformément au référentiel d'exigences définies pour les prestataires d'audits à la sécurité des systèmes d'information [PASSI].

ANNEXE 1 : DEMANDE ETABLISSEMENT DES PRIX

ETABLISSEMENT DU SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE
LA DEFENSE DE RENNES

ORDRE DE SERVICE

N° du Erreur

DIVISION GESTION DU PATRIMOINE
Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense de Rennes - Vannes - Coëtquidan
Quartier FOCH - BP 14 - 35988 RENNES CEDEX 9

NUMERO DU MARCHE		DATE DU MARCHE	
#N/A		#N/A	
N° d'affaire USID	0	FAC	0
OBJET DU MARCHE			
#N/A			

TITULAIRE DU MARCHE
#N/A
#N/A
#N/A
#N/A
#N/A
Affaire suivie par :
Représentant le Moe : ICDD Grégory HERVAULT
Chargé d'affaire : 0
☎ #N/A
mail: #N/A

OBJET: Demande d'établissement d'une offre

Date de la visite des lieux : date de début du délai contractuel Erreur

REFERENCES:

PIECES JOINTES:

Lieu d'exécution des prestations :

Quartier : Immeuble :
Adresse : #N/A
Bâtiment : (4 chiffres) 0 Local :
Libellé de l'opération :
- 0

Description sommaire des prestations à réaliser :

Créneau prévisionnel d'exécution (semaine, mois) :

Délais pour Fourniture du projet de commande : montant estimé > 15 k€ TTC date max de fourniture du projet: #VALEUR!

ICDD Grégory HERVAULT
Représentant le maître d'œuvre

Date de réception et signature de l'entrepreneur (titulaire du marché) :

Envoi RACR: Télécopie: E-mail: adresse E-mail de l'entreprise

Destinataire papier:

Destinataires par courrier électronique:

	Entreprise	ESID-RNS / SAI	USID-RNS / SIM	USID-RNS / SGP	USID-RNS / SAC
OS	1 ex		1 ex		
PJ	1 ex		1 ex		